



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/51/14
15 février 2007

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante et unième réunion
Montréal, 19 – 23 mars 2007

**QUESTIONS RELATIVES AUX MODES DE SURVEILLANCE ET DE
COMMUNICATION DANS LES ACCORDS PLURIANNUELS
(SUIVI DES DÉCISIONS 49/6 (E) ET 50/4)**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

1. Dans sa décision 49/6, le Comité exécutif demande au Secrétariat du Fonds « d'élaborer un mode de présentation des rapports permettant d'évaluer les progrès cumulatifs enregistrés dans le cadre des programmes de travail annuels, résumant dans des tableaux synoptiques normalisés les informations demandées dans la décision 47/50 dans le but de simplifier et de rationaliser les exigences générales de remise des rapports, et de remettre un rapport à cet effet à la 51^e réunion du Comité exécutif ».

Tableaux synoptiques

2. Le Secrétariat a élaboré des projets de tableaux synoptiques, qui ont fait l'objet de discussions avec les agences d'exécution. Le mode de présentation convenu est présenté à l'annexe I. Les tableaux synoptiques remplaceront les feuilles de couverture des documents de projets utilisés actuellement, pour toutes les tranches d'accords pluriannuels.

3. Les champs mis en évidence contiendront des données fournies par le Secrétariat. Les champs laissés en blanc dans les tableaux 7 à 10 contiendront des données fournies par les agences d'exécution. Le Secrétariat est en voie de créer une base de données pour recueillir ces données et dans laquelle les données pourront être saisies et consultées en ligne. Un prototype des tableaux sera mis à l'essai pour les documents de projets portant sur les tranches de projets pluriannuels présentées à la 52^e réunion du Comité exécutif. De plus, le Secrétariat envisage de fournir des liens à une bibliothèque électronique des documents pertinents à la préparation et l'examen d'un rapport annuel sur la mise en œuvre et le financement des tranches suivantes.

Nouveaux modes de surveillance et de communication des difficultés liées à la mise en œuvre

4. La 50^e réunion du Comité exécutif a demandé « au Secrétariat du Fonds et aux agences d'exécution d'envisager à la 51^e réunion, dans le contexte du document à être préparé en réponse à la décision 49/6 (e), de nouveaux modes de surveillance et de communication des délais dans les accords pluriannuels, y compris les difficultés liées à la mise en œuvre » (décision 50/40 (b)). Cette section du document présente une proposition pour traiter des difficultés liées à la mise en œuvre.

5. En vertu des accords qui les lient au Comité exécutif, les agences d'exécution sont tenues de remettre un rapport périodique deux fois par année. La 17^e réunion du Comité exécutif a accepté de n'exiger qu'un seul rapport périodique par année et a demandé que l'autre rapport soit remplacé par des rapports périodiques supplémentaires sur les projets dont la mise en œuvre accuse un retard. Une définition des projets dont la mise en œuvre accuse un retard a été établie à cette réunion : ce sont des projets qui seront achevés 12 mois plus tard que prévu à l'origine ou dans lesquels il n'y a eu aucun décaissement de fonds dans les 18 mois suivant l'approbation.

6. La 50^e réunion du Comité exécutif a examiné un document sur les questions relatives aux dates d'achèvement de projets qui faisait référence à la décision 47/50 (b) (ii) sur les dates indiquant l'achèvement des activités. Il faisait aussi référence à une décision de la 49^e réunion, la décision 49/12 (b), qui demande à la Banque mondiale de fournir la date d'achèvement des tranches annuelles (décision 46/12 (b)). 'Le Document sur les questions liées aux dates d'achèvement des projets et au décaissement des fonds soulevées dans les paragraphes (b) et (g)

de la décision 49/12' (UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/55) indique que les dates d'achèvement fournies par la Banque mondiale ne permettraient pas aux systèmes de surveillance des retards des projets et des accords pluriannuels existants de fonctionner comme prévu. Il est donc très difficile d'effectuer une surveillance de ces projets avant les dates d'achèvement prévues de 2010 ou 2011, lorsqu'il sera trop tard pour prendre des mesures pour faciliter la mise en œuvre.

7. Les plans de mise en œuvre annuels des projets pluriannuels contiennent des rapports périodiques détaillés, des rapports de vérification et des programmes de travail. Ils offrent un fondement pour les décisions du Comité exécutif sur le décaissement des fonds déjà convenus pour la mise en œuvre des projets pluriannuels. La réalisation des objectifs de consommation et/ou de production entraîne le décaissement de la tranche suivante des projets pluriannuels, indépendamment des progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités précisées dans les tranches annuelles précédentes. Il faut trouver une façon innovatrice qui respecte le principe de l'utilisation d'outils de surveillance pour aider les agences et les pays à éliminer les obstacles à la mise en œuvre des activités des projets pluriannuels, qui serait utilisée dans les situations où il est impossible de surveiller la mise en œuvre de projets pluriannuels en vertu du système de surveillance des projets accusant un retard existant (décision 47/50 (b) (ii)).

8. Les procédures d'annulation de projet ne doivent pas être utilisées pour les accords pluriannuels car les accords pluriannuels et la plupart des plans de gestion de l'élimination finale possèdent des clauses de pénalité et des clauses de souplesse au lieu de procédures pour l'annulation du projet. La décision actuelle sur les retards de mise en œuvre prévoit de demander aux agences d'exécution de fournir des rapports périodiques supplémentaires sur les difficultés de mise en œuvre pour les projets qui ne peuvent pas être annulés. Les difficultés de mise en œuvre des accords pluriannuels pourraient être surveillées par des moyens semblables. Dans son examen des rapports sur les projets qui ne peuvent pas être annulés, le Secrétariat propose que les agences remettent un rapport périodique supplémentaire pour les projets dont la mise en œuvre accuse un retard et pour lesquels les mesures prises pour éliminer la cause du retard n'ont rien donné. En vertu du système de surveillance actuel, les agences d'exécution et le Secrétariat conviennent de la nécessité d'un rapport périodique supplémentaire. Les situations qui donnent lieu à une telle décision prise d'un commun accord seraient portées à l'attention du Comité exécutif. Le Comité exécutif, le Secrétariat et les agences d'exécution modifient souvent les recommandations concernant les rapports périodiques supplémentaires à partir d'information de dernière minute reçue peu de temps avant la réunion du Comité exécutif. Dans tous ces cas, la décision finale quant à la nécessité de remettre un rapport périodique supplémentaire relève du Comité exécutif.

9. Une nouvelle approche consistant en une recommandation découlant de l'examen du programme de mise en œuvre annuel pourrait être utilisée pour remplacer les dates d'achèvement ou les rapports périodiques et financiers annuels pour tous les projets et toutes les activités approuvés pour les agences servant à établir la nécessité de remettre un rapport périodique supplémentaire. La recommandation comprendrait la raison justifiant un rapport périodique et préciserait si cette décision a été prise d'un commun accord. Le rapport périodique supplémentaire serait remis à la réunion suivante du Comité exécutif dans le cadre du rapport sur les retards dans la mise en œuvre des projets. Le rapport serait présenté selon le même modèle que les rapports sur les retards dans la mise en œuvre mais traiterait des accords au cas par cas

plutôt que des tranches annuelles. Il préciserait les mesures prises depuis le dernier rapport sur le problème visé par la recommandation et fournirait une évaluation à savoir qu'il y a eu des progrès, un certains progrès ou aucun progrès. Le problème serait un problème de mise en œuvre précis pour lequel certaines mesures sont attendues avant la remise du prochain plan de mise en œuvre annuel prévu. S'il y a quelques progrès ou aucun progrès, un rapport périodique supplémentaire sur la question devra être remis à la réunion suivante. Cependant, aucun rapport périodique ne sera nécessaire pour la réunion à laquelle le plan de mise en œuvre annuel est proposé.

10. Les remarques contenues dans la base de données des rapports périodiques annuels sur tous les projets et toutes les activités financés par le Fonds multilatéral dans le cadre des projets pluriannuels devraient porter sur l'état le plus récent de l'accord général, plus particulièrement les mesures prises depuis le dernier rapport, les étapes réalisées (et la date de réalisation prévue des étapes non réalisées) et les risques associés à la pérennité de l'élimination. Ainsi, la colonne des remarques de la base des données contiendrait l'information la plus récente et l'information financière continuerait à être consignée à partir des comptes en date du 31 décembre.

RECOMMANDATION

11. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du rapport sur les questions relatives à la surveillance et la remise des rapports sur les accords pluriannuels contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/51/14.
- b) Décider que :
 - i) Les problèmes de mise en œuvre sont en fait des activités dans lesquelles aucun progrès n'a été constaté lors de l'examen des plans de mise en œuvre annuels.
 - ii) Les rapports périodiques sur les difficultés de mise en oeuvre des accords pluriannuels devraient être fondés sur les recommandations faites lors de l'examen des plans de mise en œuvre annuels.
 - iii) Le Comité exécutif décidera de la nécessité de remettre un rapport périodique supplémentaire lorsque l'agence d'exécution concernée ne sera pas d'accord sur la nécessité d'un tel rapport.
 - iv) Les rapports périodiques doivent être présentés selon le modèle prévu pour les retards dans la mise en œuvre des projets et examinés sous ce point à l'ordre du jour.
 - v) Des rapports périodiques devraient être remis jusqu'à ce que des progrès concernant la difficulté en question aient été constatés ou jusqu'à la remise du prochain plan de mise en œuvre annuel.

DRAFT OVERVIEW TABLES FOR MULTI-YEAR AGREEMENTS
A5 Example country

(1) PROJECT TITLE: National ODS phase-out plan

(2) EXECUTIVE COMMITTEE APPROVALS AND PROVISIONS

CODE	AGENCY	EXCOM PROVISION	Fulfilled	According to (Agency/ Country/ Verification/ Secretariat/ ExCom)
XY/PHA/39/INV/10	UN Agency	Approval	Yes	ExCom
XY/PHA/39/TAS/05	UN Agency	The sub-project should not commence until the legislation controlling CFC imports is in place and measures have been taken to ensure that the local market prices of CFCs and non-ODS refrigerants are similar. Also, the subproject is approved without prejudice to the operation of the Montreal Protocol's mechanisms dealing with non-compliance issues.	Yes	Verification
XY/PHA/39/TAS/08	UN Agency	Approved without prejudice to the operation of the Montreal Protocol's mechanisms dealing with non-compliance issues.	n/a	n/a
XY/PHA/39/TAS/09	UN Agency	Approved without prejudice to the operation of the Montreal Protocol's mechanisms dealing with non-compliance issues.	n/a	n/a
XY/PHA/46/INV/11	UN Agency	Approved on the understanding that the licensing and quota system would be implemented with the utmost urgency, and without prejudice to the operation of the Montreal Protocol's mechanism for addressing non-compliance.	no	Agency
XY/PHA/50/INV/14	UN Agency		n/a	n/a
XY/PHA/39/TRA/06	Other IA/BA	Approved without prejudice to the operation of the Montreal Protocol's mechanisms dealing with non-compliance issues.	n/a	n/a
XY/PHA/39/TRA/07	Other IA/BA	Approved without prejudice to the operation of the Montreal Protocol's mechanisms dealing with non-compliance issues.	n/a	n/a

Source: Inventory

(3) ARTICLE 7 DATA (ODP TONNES)

Chemical	Baseline	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
CFC	40.8	40.3	40.1	41.9	46.5	53.1	61.9	68.8	49.9	35.0	36.6	14.3
CTC	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	1.3	0.0	2.9	0.0	0.0
Halons	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
MBR	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
TCA	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.6	0.1	0.0	0.0

Source: A7 Data from the Ozone Secretariat

(4) LATEST COUNTRY PROGRAMME SECTORAL DATA (ODP TONNES)

Year: 2005

Chemical	Aerosol	Foam	Halon	Refrigeration		Solvent	Process Agent	MDI	Lab Use	Methyl Bromide		Tobacco Fluffing	Total
				Manufacturing	Servicing					QPS	Non-QPS		
CFC					36.0								36.0
CTC													0.0
Halons													0.0
MBR													0.0
TCA													0.0

Source: Country Programme Data

(5) PHASE-OUT (ODP TONNES)

Calendar year	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total	Decision
Maximum Allowable ODS Consumption (Agreement; per substance if valid)	68.0	61.2	36.2	15.2	6.2	2.2	0.0		
Compliance Action Target (MOP)	68.0	61.2	36.2	15.2	6.2	2.2	0.0		Decision XV/26
Consumption Reported in implementation report submitted	42.0	36.6	14.3						
Consumption Reported in the Verification Report	42.0	36.6	14.3						
Reduction Under Plan		6.8		21.0	9.0	4.0	2.2	68.0	
Approved Phase-Out (Inventory)	9.1		25.0	21.0				55.1	
Actual Phase-Out (2005 PR)	9.1		25.0					34.1	
Remaining Phase-Out to be Achieved									

Source: Agreement, Inventory, Progress Report, MOP Report, Project Document (Annual Plan) and Verification Reports.

(6a) PROJECT COSTS (US\$)

Calendar year	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
UN Agency								
Funding as per Agreement	181,068	172,322	72,322	42,322	22,322	22,322	22,322	535,000
Funds approved (Inventory)	181,068		172,322	72,322				425,712
Estimated Disbursement in Previous Progress Report	85,001		0	0				85,001
Funds Disbursed in Current Progress Report	66,969		0	0				66,969
Funds Obligated in Current Progress Report	21,576		0	0				21,576
Estimated Disbursement in Current Progress Report	54,955		30,000	0				84,955
Disbursement as per Annual Plan								
[Comments]								
Other IA/BA								
Funding as per Agreement	118,125							118,125
Funds approved (Inventory)	118,125							118,125
Estimated Disbursement in Previous Progress Report	63,314							63,314
Funds Disbursed in Current Progress Report	64,440							64,440
Funds Obligated in Current Progress Report	53,685							53,685
Estimated Disbursement in Current Progress Report	53,685							53,685
Disbursement as per Annual Plan								
[Comments]								

Source: Agreement, Inventory, Progress Reports and Project Document (Annual Plan)

(6b) SUBMISSION SCHEDULES (planned and actual)

Submission year as per agreement	2003	2004	2005	2006
Planned submission as per Agreement	Apr-03	Apr-04	Apr-05	Apr-06
Tranche Number	I	II	III	
Revised Planned Submission (As per Submission Delays Decisions)	n/a	n/a	n/a	n/a
Date Approved	Apr-03	Jul-05	Nov-06	n/a

Source: Agreement, Inventory and Final ExCom Report Decisions

(7) INFORMATION ON POLICIES FROM COUNTRY PROGRAMME AND VERIFICATION REPORTS

	Last year covered by tranche report submitted	
	Country Programme	Verification Report
Establishing general guidelines to control import (production and export) of ODS		
ODS Import/Export licensing or permit system in place of bulk ODSs	Yes	
Regulatory procedures for ODS data collection and reporting in place	Yes	
Requiring permits for import or sale of bulk ODSs	Yes	
Quota system in place for import of bulk ODSs	Yes	
Banning import or sale of bulk quantities of:		
CFCs	Yes	
Halons	No	
Other ODSs (CTC, TCA, methyl bromide)	Yes	
Banning import or sale of:		
Used domestic refrigerators or freezers using CFC	Yes	
MAC systems using CFC	Yes	
Air conditioners and chillers using CFC	Yes	
CFC-containing aerosols except for metered dose inhalers	Yes	
Use of CFC in production of some or all types of foam	Yes	
Enforcement of ODS import controls		
Registration of ODS importers	Yes	
Qualitative assessment of the operation of RMP		
The ODS import licensing scheme functions	Very well	
The CFC recovery and recycling programme functions	Not so well	

Source: Country Programme and Verification Report

(8) IMPLEMENTATION DETAILS

	Completed tranche covered by report submitted							Tranche currently implemented (preliminary data)					
	Activities			Budget				Explanations	Activities		Budget		Explanations
	Planned (annual)	Actual (annual)	Cumulative achievement as compared to overall plan [%]*	Planned (annual)	Actual (annual)	Cumulative achievement as compared to overall plan [%]*	Carryover		Planned	Actual	Planned	Actual	
Customs Training				23,600	19,500								
Train the Trainers	30	30											
Training of Customs Officers	At least 68	80											
Good Practices in Refrigeration				60,000	62,000					0			
Train the Trainers	20	32											
Training of Technicians by Trained Trainers	600	300							300	271			
Strengthening vocational schools									Yes				
Refrigeration Service investment component											45,000		
Recovery & Recycling, establish R&R Centers									3				
Service equipment supply other than R&R									0				
Conversion, ...									0				
Solvent Phase-Out Project	2.3 ODP tonnes	0		45,000	0				2.3 ODP tonnes	2.3 ODP tonnes	45,000	32,080	The project is completed
Methyl Bromide Component				20,000	18,026								
Methyl Bromide Workshop	1	1											
PMU & Monitoring				10,000	12,500								
Unforeseen Activities													

*Refers to latest revision of overall plan

(9) Annual plan submitted compared to overall plan

	Activities		Budget		Explanations
	Planned (future tranche)	Cumulative achievement as compared to overall plan [%]*	Planned (future tranche)	Cumulative achievement as compared to overall plan [%]*	
Customs Training			23,600		
Train the Trainers	60				
Training of Customs Officers	At least 100				
Good Practices in Refrigeration			60,000		
Train the Trainers	40				
Training of Technicians by Trained Trainers	300				
Strengthening vocational schools					
Refrigeration Service investment component					
Recovery & Recycling, establish R&R Centers					
Service equipment supply other than R&R					
Conversion, ...					
Solvent Phase-Out Project	2.3 ODP tonnes		45,000		
Methyl Bromide Component			20,000		
Methyl Bromide Workshop	1				
PMU & Monitoring			10,000		
Unforeseen Activities					

*Refers to latest revision of overall plan

(10) EXECUTIVE SUMMARY

Narrative Executive Summary of 255 characters that assesses for the MYA what results have been achieved in the year compared to the annual and the overall plan and what milestones are planned for the following year. This would be similar to the information included in the "Remarks" Column of the annual progress report and the remarks associated with implementation delays. It would also highlight implementation difficulties encountered and actions planned to overcome them.